

## **LA SUITE**

### **Contribution aux débats**

Nous vivons une période politique inédite et troublante, dont l'évolution crée beaucoup d'incertitudes.

**L'avenir politique du pays est difficile à prévoir. Mais cela ne doit pas, bien au contraire, nous empêcher d'agir pour tracer la route d'un futur désirable, en œuvrant à placer l'écologie politique au cœur des recompositions à venir et des victoires de demain.**

**En tant qu'écologistes, nous savons mieux que d'autres les deux impératifs que sont l'anticipation et l'adaptation.** Dans ce contexte politique qui a évolué plus vite que nous, nous devons les garder bien en tête : ils nous obligent à nous efforcer de changer et à nous fixer une nouvelle ambition collective, pour remplir le plus efficacement possible nos missions de mouvement de l'écologie politique.

Nous savons aussi que nous vivons une de ces périodes que Gramsci qualifiait ainsi: *« le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres »*.

**Nous, écologistes, sommes pionniers dans l'appréhension des limites de l'ancien monde et des solutions pour passer au nouveau.** Chaque crise que notre monde traverse - la

pandémie de covid-19 et le conflit ukrainien en sont deux exemples récents -, soulignent l'acuité des problèmes que nous pointons et des réponses que nous y proposons.

**Cela ne nous donne par contre aucun droit, et ne suffira jamais à nous imposer comme une évidence électorale, ce que l'année 2022 a démontré.**

**Cela nous confère par contre beaucoup de devoirs et fait peser une lourde responsabilité sur notre mouvement. En clair : cela nous oblige.**

Pour que notre action politique soit efficace, utile et à la hauteur, à l'heure où les urgences écologiques mais aussi sociales et démocratiques se font de plus en plus criantes, **notre mouvement ne peut se contenter, comme il l'a déjà beaucoup fait, de dire qu'il va se dépasser** (sans ne jamais le faire réellement d'ailleurs).

**Faire comme nous avons toujours fait ne suffira pas : nous devons nous surpasser.**

**C'est cela qui doit constituer notre promesse écologiste à celles et ceux pour qui nous nous battons. Nous leur devons bien ça.**

\*

\* \*

Car pour l'instant, **l'habitabilité de la planète et donc la survie de l'humanité ont beau être en jeu à moyen terme, nous n'en demeurons pas moins incapables de mobiliser une frange importante de la population française autour de cet enjeu.**

Bien se nourrir, bien se loger, vivre de son travail sans s'y épuiser, préserver les ressources de la planète, assurer son avenir et celui de ses proches, profiter de la vie et de la beauté de la nature en restant en bonne santé le plus longtemps possible : la satisfaction de ces aspirations essentielles est au coeur de notre projet politique, mais les Français-es ne nous en font pas crédit.

**Notre organisation, notre vocabulaire, notre incarnation ne nous permettent pas d'être perçus comme pouvant répondre à ces aspirations.** Pour une vaste majorité de la population, le pari de l'écologie n'est ni le gage d'une vie meilleure, ni un canal légitime pour les luttes sociales.

En somme, les Français plébiscitent de plus en plus l'écologie mais pas les écologistes. **Pour le dire autrement : nous ne sommes pas populaires.**

La liste est longue des personnes à qui notre projet s'adresse directement, qui devraient constituer notre base sociale et nos compagnes et compagnons de lutte, et que nous ne

parvenons pour l'instant pas suffisamment à convaincre et encore moins à rallier : paysan·ne piégé·e par l'agriculture intensive et financiarisée ; étudiant·es déserteurs·rices refusant de s'enrôler dans une agro-industrie destructrice ; travailleurs et travailleuses piégé·e·s par un modèle néolibéral synonyme d'inégalités croissantes et de souffrance au travail; habitant·e·s des périphéries n'ayant d'autre choix que de suffoquer chaque jour dans les embouteillages depuis la fermeture des petites lignes ferroviaires ; parents inquiets qui réclament un environnement sain pour leurs enfants exposés aux effets délétères des polluants avant même leur naissance ; habitant·e·s des quartiers populaires victimes de discriminations cumulées et de violences policières; citoyens mobilisé·e·s contre la bétonisation de leur lieux de vie ou voisin·e·s de sites industriels uni·e·s par un sentiment d'injustice et d'abandon. Nous n'arrivons pas à les convaincre de répondre ensemble à ces enjeux.

**C'est pourtant cette "classe écologique", comme la qualifie Bruno Latour, que nous devons faire émerger. Lui faire prendre conscience de ses intérêts convergents. Et lui proposer un nouveau contrat social.**

\*

\* \*

**Notre engagement partidair e a été, ces dernières années, essentiellement tourné vers les élections. Pendant le même temps, les Français·es sont de plus en plus nombreux·ses à se détourner des urnes.**

Le rejet de la « classe politique », la désillusion grandissante et plus généralement la perte de sens nous interdisent d'en rester au cadre partidair e actuel.

Il nous faut désormais agir dans 3 champs complémentaires :

1. **Notre outil parti est important** (quand même ;)), et pour ouvrir de nouvelles perspectives, il doit se surpasser et non être juste une énième "adaptation" des Verts ou d'EELV.

**Une rupture est nécessaire.**

Nous devons nous élargir et nous refonder, changer de nom ("les écologistes" ou toute autre meilleure idée que nous trouverions ensemble), transformer notre fonctionnement, et pas juste en termes de statuts mais aussi et surtout en termes de pratiques.

Nous devons former nos militants de manière plus ambitieuse et systématique, et nous organiser sérieusement notre prise du pouvoir du plus haut niveau. Pas juste pour gagner,

mais pour changer la vie, vraiment, en nous préparant concrètement aussi à l'exercice du pouvoir.

Cela veut dire qu'il nous faut en finir avec l'attitude que nous avons collectivement eue, depuis quelques années, de courir après les échéances électorales en les prenant une par une à mesure qu'elles se présentaient, dans un calendrier électoral effréné qui nous a fait fonctionner à flux tendu, sans les moyens financiers et humains adaptés, sans la disponibilité mentale nécessaire. Nous devons mieux faire la différence entre l'urgent et l'important, et nous forcer, même quand tout va vite autour, à lever la tête du guidon et à concevoir et à décliner un plan global, en évitant de juste gérer les urgences au coup par coup.

Mais nous savons aussi que depuis les grandes heures du Parti communiste ou du parti gaulliste, les partis politiques ne peuvent être une réponse unique, que ce mode d'action ne peut pas suffire. Tant mieux!

**2. Un mouvement de l'écologie plus large que notre parti est nécessaire,** à même de donner la force d'impulsion et d'organisation indispensables aux transformations que nous portons pour la société.

Pour ce faire, il nous faut repenser notre rapport avec toutes celles et ceux qui soutiennent le mouvement écologiste sans forcément souhaiter y adhérer. Celles et ceux qui le souhaitent doivent avoir la possibilité de se voir proposer d'autres modes d'actions. A ce titre, nous pourrions créer un véritable statut de "sympathisant.e.s", car le statut de coopérateur est à bout de souffle et peu lisible du grand public - cela devra bien sûr être débattu avec les représentants de l'actuelle coopérative.

Nous devons aussi mobiliser des réseaux d'influence dans toute la société dans une logique affinitaire, et cultiver nos bonnes relations et nos coopérations avec la société civile écologiste et avec celles et ceux qui doivent devenir nos alliés (le "Parlement populaire" mis en place par la France insoumise pendant l'élection présidentielle doit à ce titre nous inspirer). L'objectif de ces réseaux sera de soutenir l'action citoyenne et politique, en jouant de l'influence de ses membres et de créer des espaces d'écoute, autant dans les grandes villes que dans les territoires.

**3. Mener la bataille culturelle.** L'écologie politique est née de l'engagement de citoyen·nes sur différentes causes humanistes au cours du XXème siècle. Les luttes décoloniales, les luttes écoféministes, pour les droits des peuples, le combat environnemental ou pour la sortie du nucléaire ont construit l'écologie politique. C'est donc historiquement d'abord un large mouvement associatif et citoyen qui nourrit le combat écolo. Aujourd'hui, de L214 avec l'élevage intensif à Notre Affaire à Tous pour la justice climatique, on peut féliciter l'engagement de ces nouveaux et nouvelles militant·es qui continuent à faire bouger les lignes. Mais voilà, année après année, l'écart se creuse entre les capacités des activistes de l'écologie à agir et les conséquences de plus en plus désastreuses du réchauffement

climatique. Il faut donc changer de logique et trouver les moyens de l'accélération de la conquête du pouvoir par des écologistes. Le moment est venu de traiter la question sociale au même niveau que les enjeux climatiques et environnementaux. C'est notre système économique dans son ensemble, gangréné par les lobbys, qui doit s'engager dans la transition écologique. Et puisque les gouvernements sont incapables de créer ce rapport de force, c'est aux citoyen·nes de l'imposer. C'est à ce prix que nous pourrons aller chercher les abstentionnistes, les invisibles, toutes celles et tous ceux qui se sentent abandonnés par un système devenu fou, à force de recherche d'efficacité et de gains de productivité. C'est à ce prix que nous pourrons enfin être vus par une majorité de nos concitoyen·ne·s comme l'alternative crédible aux forces du statu-quo d'un côté, et aux nationaux-socialistes de l'autre.

Mais pour cela, il nous faut construire et mobiliser des réseaux d'influence : avoir, comme le font d'autres, ses médias, ses éditorialistes, ses experts, ses instituts de sondages, ses fondations et think tank qui mènent la bataille de l'influence et de l'opinion, en plus du politique.

Nous devrions aussi faciliter, soutenir et amplifier les luttes locales notamment en finançant certaines actions et la protection juridique des activistes. Et poursuivre notre investissement individuel et collectif dans et aux côtés des syndicats, des mouvements d'éducation populaire, ou encore des associations de quartier. L'avenir de la démocratie s'y joue aussi!

**En bref: beaucoup de chemin reste à parcourir, en partenariat avec la Fondation de l'Écologie Politique (FEP), le Bureau français Fondation Heinrich Böll (Fondation politique écologiste allemande), le Parti Vert Européen (PVE), la Fondation des élus verts et écologistes (FEVE), le CEDIS (organisme de formation) et les Jeunes écologistes.**

\*

\* \*

**Dans le cadre du congrès que notre mouvement tiendra à l'automne, nous allons beaucoup débattre.** Surement pas assez pour certains, sûrement trop pour d'autres.

Nous prendrons en tout cas collectivement des décisions qui engageront notre mouvement pour les années à venir, et élirons une équipe pour les mettre en œuvre en renouvelant la composition du Bureau exécutif mais aussi du Conseil Fédéral et des autres instances nationales, ainsi que, simultanément, leurs équivalents dans un certain nombre de régions.

**Ce congrès est une chance.** Il arrive à un moment où après trois années de campagnes électorales quasiment continues qui ont vu beaucoup d'écologistes accéder à de nouvelles

responsabilités, de nouveaux et nouvelles adhérent·es nous rejoindre, nos instances et notre fonctionnement nécessitent d'être renouvelés.

Il arrive également avant une période de près de deux ans sans élections - ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps - que nous devons mettre à profit pour organiser notre mue et mettre en oeuvre tous les chantiers que nous évoquons souvent dans nos discussions internes (la formation, la reconnexion avec "le peuple de l'écologie", l'ancrage dans tous les territoires, le lien entre notre parti et ses élu·es, le lien entre les élu·es et les militant·e·s, la simplification de nos modes de décision, etc) mais que nous manquons souvent de temps, de moyens et de ressources humaines pour mettre en oeuvre.

**Mais ce congrès comporte également un risque : celui que, par confort ou par incapacité à nous changer, nous continuions comme avant. Ce qui serait un manquement à notre ambition. Une faute politique lourde.**

\*  
\* \*

Adhérente depuis 2009, j'ai assisté et participé à plusieurs congrès, chacun très différents dans leurs enjeux et leur géopolitique, et surtout plus ou moins réussis. De cette expérience, pour être à la hauteur des enjeux écologiques et sociaux qui sont devant nous, je déduis que **la question qu'il faut que l'on se pose collectivement avant d'entamer les « grandes manœuvres » traditionnelles, c'est « quel congrès voulons-nous, quel parti et, surtout, pour quoi faire ? ».**

**Pour être réussi, il devra comporter :**

> ***Une dimension de bilan des campagnes présidentielle et législative hors norme*** que nous venons de vivre, et dont il faudra tirer les enseignements, sur le fond et sur la forme, en prenant aussi en compte la séquence électorale dans sa globalité, européennes de 2019, municipales de 2020, régionales et départementales 2021 comprises. Divers aspects de la séquence 2022, pour des raisons très différentes les unes des autres, ont pu mettre en colère, laisser dans l'incompréhension ou décourager des copains et des copines. Il faut l'entendre, comprendre pourquoi, avoir l'humilité de reconnaître ce qui aurait pu ou dû être fait différemment sans tout mettre sur le dos des délais serrés qui étaient les nôtres et prendre les mesures nécessaires pour progresser ensemble.

> ***Une dimension de définition d'un méta-récit commun et partagé*** qui nous a souvent manqué ces dernières années, et dont toutes nos actions découleraient dans les années qui viennent. Mieux définir et savoir mettre en récit ce qu'est le projet de société écologiste, et pas uniquement les politiques publiques que nous préconisons, nous éviterait de

constamment nous définir par rapport aux autres (les socialistes jusqu'à peu, la France Insoumise aujourd'hui). Cela nous permettrait aussi collectivement d'avoir un cap et de nous y tenir, en évitant d'avoir entre nous les mêmes éternels débats.

> **Une dimension de redéfinition de nos objectifs en tant que parti écologique en France en 2022** : qu'attendent de nous les Français-e.s ? qu'attendons-nous d'eux et d'elles ? Comment prendre en compte les nouvelles aspirations militantes et y répondre ? Quel doit être notre rôle dans cette nouvelle séquence ?

> **Une dimension de surassement**, pour que nous changions pour de vrai, et que ce signal soit perçu en dehors de nos rangs, entendu des Françaises et des Français. La forme du nouveau mouvement dont nous souhaitons l'avènement devra découler des objectifs que nous nous serons fixés. Et la meilleure façon de se faire entendre sera de faire ce travail en associant largement, y compris en dehors du parti, les Françaises et Français, en tout cas au moins celles et ceux qui s'intéressent à l'écologie et devraient en théorie voter pour nous mais ne le font pas, et nous devons comprendre, en les écoutant, pourquoi. **Cela pourrait prendre la forme d'Etats généraux de l'écologie**, qui seraient très ouverts et en grande partie décentralisés, et dont les modalités devront être approuvées lors du prochain Congrès.

> **Une dimension de mise en place d'une équipe** renouvelée, cohérente, soudée et disponible pour mettre en place le plan qui aura été défini et pour conduire le changement. **Cette équipe devra, c'est une évidence qui doit nous engager et se traduire en actes, être à l'image de celles et ceux que nous prétendons vouloir défendre.** Si nous ne leur ressemblons pas, nous ne pourrons pas les comprendre et encore moins leur parler, les convaincre, les représenter. Cette équipe devra aussi mieux représenter la diversité des territoires.

> **Une dimension d'unité**, que celles et ceux qui ont vocation à diriger ce parti dans les années à venir préparent ce projet et cette équipe ensemble pendant les semaines qui nous séparent du mois de novembre, pas juste à coup de rapport de force de nombre de signataires, se terminant par des négociations éclair d'entre deux tours, tard dans la nuit, ce qui est rarement la meilleure méthode pour prendre de bonnes décisions. S'entendre à l'arrache sur un plus petit dénominateur commun ne permettra pas d'être à la hauteur des défis qui sont devant nous et des ambitions que nous portons.

**Travailler ensemble, par delà les clivages classiques de notre parti et avec toutes celles et ceux qui souhaiteraient nous rejoindre, à un congrès qui marque une rupture, paraît essentiel.**

**Cela nous permettrait de mettre à profit notre intelligence collective, de nous élargir, et surtout de nous mettre opérationnellement et efficacement au travail dès le mois de janvier 2023.**

\*  
\* \*

**Il me semble primordial de prendre les choses dans le bon ordre**, celui énoncé ci-dessus.

J'entends par exemple beaucoup parler ici et ailleurs de « réforme statutaire ». Elle me paraît effectivement urgente et nécessaire. Mais se focaliser là-dessus serait une erreur.

**Nos statuts sont un moyen et non une fin.**

Il faut d'abord définir quel est notre objectif et comment nous serons utiles aux causes et aux personnes que nous voulons défendre, puis en déduire quel type de mouvement ou de parti est le plus adapté à cela, et enfin produire des statuts qui y correspondent, sûrement pas l'inverse.

Il est d'ailleurs emblématique que même au moment où la plupart d'entre nous faisons le constat que nos statuts nous font perdre trop de temps et d'énergie, nous décidions d'emblée... d'y consacrer beaucoup de temps et d'énergie en focalisant nos débats pré-congrès sur ce sujet : plus ou moins de proportionnelle ? de fédéralisme ? de cumul des mandats ?

Cette « passion statuts » est effrayante pour beaucoup d'adhérent-es et de sympathisants qui souhaiteraient nous rejoindre, sachez le :)

Notons aussi qu'un parti démocratique - ce qui est une aspiration forte des écologistes - devrait s'appuyer sur des statuts que chacun.e peut comprendre et s'approprier. **La complexité, sous couvert de démocratie, exclut.** Elle permet *in fine* à quelques un.e.s, cercle exclusif d'intié.e.s, de privatiser la maîtrise de nos règles, et ainsi de maintenir un contrôle sur notre fonctionnement interne.

\*  
\* \*



**L'efficacité énergétique que nous défendons à longueur de semaine dans notre projet et nos interventions externes, nous allons aussi devoir nous l'appliquer à nous même !**

Quel que soit le nombre d'heures que chacun d'entre nous consacre chaque semaine au militantisme « EELV » (car il est fréquent que nous ayons également une casquette syndicale, associative, professionnelle... et en plus de cela, chose folle, une vie privée), posons-nous la question suivante : quelle part est consacrée à des actions utiles à l'écologie ? Quelle part de déperdition énergétique ?

Je n'écarte pas la nécessité et l'importance des débats, et notamment de ceux qui concernent nos orientations politiques, mais ne passons-nous pas trop de temps dans des arguties internes et des processus de désignation sans fin, et trop peu à défendre réellement le vivant ? Je le pense vraiment et le regrette.

La démocratie interne est essentielle, mais elle ne doit pas prendre le pas sur l'action. Sinon nous sommes dans « L'Art pour l'art », pas en train de faire de la politique et encore moins de l'écologie.

\*  
\* \*

**La convivialité est aussi un fondamental de l'écologie politique.** Certaines de nos instances et de nos espaces de discussion en ont malheureusement beaucoup perdu... L'adversité que les militants écologistes peuvent parfois éprouver, elle existe malheureusement aussi en interne ! Et la crise sanitaire et la multiplication des "zooms" au détriment des rencontres « en physique » n'a pas aidé.

Or le plaisir de militer est essentiel si nous voulons « durer », individuellement et collectivement. Si nous voulons cultiver notre écologie intérieure.

Nous y passerons, à l'échelle de notre vie, beaucoup de temps. Ce temps doit être agréable. Il nous faut retrouver la joie des rencontres, le plaisir de l'échange. Cela se sentira à l'extérieur et devrait donner envie à d'autres de nous rejoindre... et de rester dans notre mouvement (ce que beaucoup de nouveaux adhérents ne font pas très longtemps, malheureusement).

**La première règle de l'écologie, c'est que les éléments sont tous liés les uns aux autres. Nous le sommes également, en tant que membres d'un même mouvement, nous devons rechercher la symbiose, former un écosystème où chacun trouve sa place. Etre solidaires**

**lorsque l'un·e d'entre nous est attaqué·e. Et être chacun loyal au collectif pour que nous soyons fort·es ensemble.**

Une grande campagne de formation à la communication non violente pourrait par exemple être initiée au sein de notre mouvement, en plus des formations aux violences sexistes et sexuelles que nous sommes de plus en plus nombreux·ses à avoir suivies mais qui doivent se démocratiser. Soyons le changement que nous voulons pour le monde!

\*

\* \*

**Notre écologie doit également s'ancrer davantage dans les territoires.**

**Notre mouvement et ses militant·es peuvent être fier·es de nos victoires écologistes dans plusieurs grandes villes en 2020 et des transformations écologiques, démocratiques et sociales qui y sont à l'œuvre. Valorisons-les pour qu'elles soient mieux connues en interne et aient plus d'échos en externe que les pseudos polémiques orchestrées par nos meilleurs ennemis.**

Mais n'oublions pas de préparer également les victoires de demain en outillant, en accompagnant et encourageant l'écologie et ses militants partout sur les territoires, et spécifiquement là où c'est dur. Nous devons sortir de l'image de classe qui nous est collée sur le dos : celle d'un parti de bobos urbains diplômés à la vie aisée loin des souffrances populaires

**Militer dans la ruralité ou dans des quartiers populaires où la pyramide des besoins ne place pas forcément l'écologie en première priorité pour les électeurs et électrices (et surtout pour toutes celles est ceux qui ne vont plus voter), c'est le quotidien de beaucoup de militant·es qui nous rendent également très fier·es.**

Militer dans l'adversité, dans des territoires d'extrême droite, de droite extrême, dans des territoires d'extrême droite, de droite extrême, nécessite de se former pour tenir, mais aussi d'apprendre à déconstruire les stratégies de banalisation du racisme, de l'intolérance et de la violence.

J'ai toujours considéré que c'était une chance de militer dans ces endroits où l'on apprend deux fois plus vite qu'ailleurs. C'est effectivement extrêmement formateur. Mais on y subit aussi souvent une double peine : là où c'est plus dur, nous sommes moins nombreux, nos groupes locaux ont moins de moyens, et c'est là où la solidarité du mouvement et l'entraide

militante inter-territoriale doit entrer en action, comme a commencé à le faire au sein d'un groupe dédié créé en janvier 2022.

Cela fait écho à ce que disait François Ruffin dans le Monde cette semaine: « on ne doit pas devenir la gauche des métropoles contre la droite et l'extrême droite des bourgs et des champs ».

Nous devons non seulement valoriser et soutenir les combats que mènent nos copains dans ces territoires, mais aussi veiller à leur juste représentation dans les instances du parti et dans les diverses investitures.

C'est la représentation qui permettra aux habitants et aux militants de ces territoires de se projeter et d'adhérer aux combats que nous menons aussi pour elles-eux.

\*  
\* \*

**Notre fédéralisme est d'ailleurs un vrai levier pour que l'on entende mieux l'expression de nos territoires dans le parti.**

Aujourd'hui, nos débats internes et nos prises de position sont davantage structurés par les motions que par les territoires.

La plupart de nos Conseiller-es Fédéraux votent par exemple les différents textes et amendements qui leurs sont présentés pendant les séances non pas après en avoir discuté en CPR mais selon la motion qu'ils représentent.

Dans la composition du Bureau exécutif également, c'est le poids des motions qui prime très nettement sur la représentation juste du territoire, pouvant conduire, comme c'était le cas dans ce mandat, que 4 membres du BE soient issus du même groupe local d'un arrondissement parisien (peu importe lequel et peu importe qui, ce n'est pas le sujet et cela n'enlève rien à la valeur des copains et copines qui en étaient issu-e-s) ou encore que les grandes métropoles représentent plus des deux tiers de ses membres.

**Changeons nos règles et donnons moins de poids aux motions et plus de poids aux régions !**

\*  
\* \*

**Nos fonctionnements internes doivent aussi évoluer suite à une bonne nouvelle : nous avons retrouvé un groupe à l'Assemblée nationale**, le plus nombreux de notre histoire, et avec notre équipe de sénatrices et de sénateurs, et nos député·es européen·nes, nous sommes parvenus en 3 ans à retrouver une représentation parlementaire écologiste digne de ce nom.

Cela doit nous amener à repenser le lien entre le parti et ses parlementaires.

Il y a maintenant quelques années, lorsque j'ai fait mon entrée au Bureau Exécutif d'EELV, j'ai été quelques mois "déléguée aux commissions thématiques". Nous avons alors mis en place une réunion bimensuelle "commissions/parlementaires", où participaient l'ensemble des responsables de commissions, les porte-paroles du mouvement et les secrétaires généraux des 3 groupes parlementaires, au cours duquel nous balayions l'agenda législatif. Ce type de rendez-vous gagnerait à être à nouveau régulièrement organisé, pour améliorer notre coordination sur le fond.

D'un point de vue politique aussi, les parlementaires doivent être étroitement associé·es à la vie du mouvement, à ses réflexions et à ses décisions.

Le débat a été lancé de savoir si les parlementaires et les grands élus devraient à l'avenir pouvoir siéger au Bureau exécutif, voir y occuper des fonctions dites "régaliennes". C'est un débat qui mérite d'être posé. Je pense que si nous avons des dizaines de parlementaires, des dizaines de salariés au national et une machine à faire tourner en mode "pilote automatique", nous n'y répondrions pas forcément de la même manière. Mais la réalité c'est que dans un contexte où la plupart de nos parlementaires débutent, où la plupart de nos grands élus sont à longueur de journée occupés à gérer leurs collectivités, et où les chantiers à mener pour refonder notre parti, nous surpasser et devenir un vrai mouvement de masse de l'écologie politique sont énormes et demanderont du temps et de l'énergie, le tout avec un nombre de salariés nationaux encore très limité (en quantité, pas en qualité), **il est indispensable que le ou la future secrétaire nationale, et probablement tous les personnes qui se verront confier des fonctions régaliennes (SNA, Trésorerie et PP), aient la disponibilité en terme de charge mentale pour piloter la conduite du changement nécessaire et attendu.**

L'articulation entre le travail du Bureau exécutif, les parlementaires et aussi des grand·e·s élu·e·s qui font désormais notre force (Maires, représentants des maires ruraux, représentants des conseillers départementaux et régionaux) est essentielle il paraît toutefois indispensable qu'un Conseil Politique, qui les rassemble tous, se réunisse régulièrement pour renforcer notre lien, et que les Président·e·s de groupes parlementaires et des

représentant·e·s des grand·e·s élu·e·s soient régulièrement invité·e·s aux réunions de la direction d'EELV.

\*  
\* \*

**Notre parti doit aussi savoir évoluer, comprendre et écouter les mouvements sociaux et de la société civile.**

Les marches climat ont été un formidable espoir d'une jeunesse qui se lève pour notre avenir à toutes et tous. Partout dans les territoires, les luttes locales se structurent contre l'inaction climatique et contre les grands projets inutiles.

Le mouvement #MeToo, incarné en France par "Nous Toutes", a aussi soulevé l'espoir d'une société plus égalitaire, mais aussi l'impérieuse nécessité de ne jamais baisser la garde face aux coups de boutoir des réactionnaires. Le recul sur l'IVG aux Etats-Unis en est l'implacable démonstration. L'écologie, parce qu'elle refuse l'oppression et la domination, est un mouvement profondément féministe et de défense de tous les groupes discriminés, racisés, LGBTIQ+.

Des mouvements historiques ancrés dans la réalité sociale locale doivent aussi trouver un débouché politique et nous devons le leur fournir, qu'il s'agisse des associations de quartier ou encore des antennes syndicales qui relaient des aspirations qui ne sont pas assez entendues. Il faut réenchanter les territoires à travers le formidable outil d'intelligence collective et d'émancipation qu'est l'éducation populaire.

Les animalistes sont également de plus en plus nombreux·euses et structuré·e·s. La place de la condition animale progresse jour après jour.

Demain, nous ne pourrons plus être seulement "à côté" de ces mouvements. Nous le savons : l'écologie politique a un pied dans l'institutionnel et un pied dans les mouvements associatifs.

Il nous faudra impérativement inventer une nouvelle manière de travailler avec ces mouvements de la société civile, de mieux prendre en compte leur parole. Leur expertise est essentielle, leur présence à nos côtés est précieuse. Ce sera à nous de construire ces ponts avec celles et ceux qui ne veulent pas forcément s'engager dans un parti mais qui trouvent du sens dans l'action politique.

\*  
\* \*

**Outre la réflexion sur notre fonctionnement et nos objectifs, les écologistes doivent procéder à leur réarmement doctrinal (en toute non violence ;-)).**

Longtemps, nous avons été en pointe en termes de projet. La nouveauté, c'était nous. Mais nous avons perdu cette avance, et il nous faut nous interroger tant sur le fond que sur notre méthode de travail.

Ce travail doit avoir pour objectif de construire un nouvel imaginaire, de **rendre visible, palpable et attractive la "société du vivant" que nous proposons** de substituer à l'actuelle société consumériste productiviste et extractiviste.

Cet imaginaire se construira en regardant davantage ce qui se passe ailleurs dans le monde, et notamment chez nos voisins européens.

Il se construira en travaillant plus étroitement avec le monde intellectuel et avec la société civile pour redéfinir des concepts, un vocabulaire, une langue vivante politique qui est plus que jamais nécessaire dans ces temps de désenchantement et de méfiance immense à l'égard de la chose publique.

Il se construira en prise avec les citoyen.ne.s, en apprenant de leurs luttes et de leur vécu, ainsi qu'en lien avec les collectivités locales où se joue aussi la transformation que nous prônons.

**Il devra surtout être perçu et compris par les personnes à qui il s'adresse. Si les français ne comprennent pas que plus qu'un programme environnemental, c'est un nouveau contrat social que nous leur proposons, alors nous aurons échoué. Et cela ne passera que par un travail d'équipe qui mobilise l'ensemble du mouvement.**

Sur la méthode, nos commissions thématiques fourmillent d'énergie et de bonnes volontés, mais faute de vraie bonne définition de leur rôle, elles frustrant aussi beaucoup de militant·e·s.

Sont-elles des lieux où les expert·e·s d'une thématique peuvent travailler en commun à l'élaboration de positions de fond, à l'approfondissement et à l'actualisation de notre programme ?

Doivent-elles plutôt être des lieux de formation pour les adhérent·es intéressé·es par un sujet et avec l'envie d'en savoir plus?

Ou alors des lieux de débat entre "pro" et "anti" (nucléaire, prostitution, loup, médecines douces etc), dusse ce débat durer des années, même après avoir été tranché par le Conseil Fédéral?

Quel lien par ailleurs entre ces commissions et les motions rédigées par des Conseiller·es fédéraux ? Entre ces commissions et les communiqués de presse que rédigent nos porte-parole ? Entre ces commissions et l'élaboration de notre projet écologiste, pendant et en dehors des élections ?

Quand des instances ne fonctionnent pas plusieurs mandats de suite, il faut l'acter, et les supprimer ou les transformer. Le Conseil d'orientation programmatique (le "COP"), en est un exemple flagrant. A quoi sert-il ? Que produit-il ? Qui le sait dans le mouvement ? Qui le sait à l'extérieur de notre mouvement ?

Il pourrait être réorienté dans un rôle plus prospectif, vers la mise en récit de notre projet, ou alors servir à coordonner la parole du mouvement et l'élaboration de positionnements "inter-commission" sur des sujets d'actualité (l'analyse et la réponse écologiste à la crise sanitaire, à la guerre en Ukraine, à la montée de l'extrême droite en France, etc).

Il devrait surtout ne pas être composé de "Conseiller·es fédéraux EELV désignés à la proportionnelle des motions" mais associer davantage de personnalités qualifiées, aller chercher des personnes ressources pour travailler ponctuellement sur des sujets d'actualité, préparer des positionnements communs à présenter au Conseil Fédéral pour validation, etc.

\*

\* \*

**Mais tout notre travail de fond sera vain s'il n'est pas accessible, s'il n'atteint pas sa cible.**

Nous en avons pris conscience ces dernières années mais nous avons encore beaucoup de mal à faire en sorte que nos propositions soient claires pour toutes et tous.

A la fin de l'élection présidentielle notamment, dans des territoires comme le mien en particulier, peu de monde avait en tête, en allant voter, une proposition concrète de notre projet "Faire Face". Non pas parce que notre projet n'était pas le bon. Non pas parce que l'équipe salariée de la campagne n'avait pas bien travaillé (j'en profite encore une fois pour

la remercier ici de tout le travail fourni en peu de temps), non pas parce que notre candidat à la présidentielle ne l'a pas porté avec conviction, mais parce qu'il n'avait pas forcément été conçu pour s'adresser à un grand nombre de français-es.

Tout le monde, en allant voter, avait par contre en tête que voter Jean-Luc Mélenchon revenait à voter pour la retraite à 60 ans, à voter pour le SMIC à 1500 euros, à voter pour le blocage des prix... Celles et ceux qui ont fait campagne sous la bannière de la NUPES ces dernières semaines ont pu vivre à quel point cela était plus identifié, plus simple à porter, et surtout plus clair pour les électeurs et électrices.

**Nous faisons de la politique. Il ne suffit pas d'avoir le projet le plus pertinent mais d'aller chercher les électeurs et électrices là où ils sont, avec leurs mots, leurs préoccupations.**

\*

\* \*

**La NUPES, que l'on soit pour ou contre, que l'on ait bien vécu ou pas la négociation, le vote et la mise en œuvre de l'accord des législatives, existe.**

Dès lors, la question qui se pose à nous pour éviter de dissenter inutilement, c'est de savoir ce que nous voulons en faire et quelle énergie nous mettons dedans dans les mois et années à venir.

Nos 23 député-es (encore bravo à toutes et tous), sont avant tout écologistes. Mais ils ont été élu-es avec cette étiquette (nous nous sommes même battus juridiquement et avons gagné au Conseil d'Etat pour qu'ils et elles soient reconnus comme tels par le Ministère de l'Intérieur).

À l'Assemblée nationale, ils et elles ont la chance de pouvoir travailler dans un groupe autonome, mais vont aussi se coordonner sous forme d'intergroupe pour peser ensemble face aux 89 député-es d'extrême droite, à l'inaction climatique et aux réformes anti-sociales que le gouvernement a en tête. Ce serait une faute de ne pas le faire.

**Nos groupes parlementaires vont donc être amenés à collaborer, mais nos partis doivent le faire aussi. Pas sur tout, pas tout le temps, mais régulièrement.**

La NUPES n'est par contre pas un nouveau parti qui écraserait tous les autres, ce serait trahir tous ceux qui ont aspiré à cette union et veulent la voir perdurer, mais bel et bien une coalition de partis, qui ne sera forte et ne progressera que si ses composantes sont fortes et



progressent chacune. Elle ne saurait les remplacer, les effacer, les dissoudre ou avoir pour conséquence de laisser penser que l'écologie politique française serait désormais soumise à Jean-Luc Mélenchon : elle ne l'est pas.

Sans écologistes, sans socialistes, sans communistes : pas de NUPES.

Si nous avons pu écrire ensemble un projet législatif, dans lequel ce qui nous rassemble est largement plus important que nos différences en termes de politiques publiques, il n'en demeure par ailleurs pas moins que la complexité et la cohérence du projet de société écologiste ne se retrouvent pas tout à fait dans ce que porte la NUPES. A nous de le faire vivre!

Il est d'ailleurs assez clair pour tout le monde j'imagine - je laisse de côté les sénatoriales de 2023 qui ne se jouent pas au suffrage direct et ne concerneront que la moitié du pays - que la prochaine grosse élection (qui sera l'élection européenne de 2024 s'il n'y a pas de dissolution nationale d'ici là, ce à quoi nous devons également nous préparer) a peu de chance de se jouer sous la forme d'une liste "NUPES" car nous devons porter notre position fédéraliste européenne qui est singulière. Les écologistes rassemblés devront logiquement y présenter une liste... écologiste.

Cela ne veut pas dire que cette coalition serait pour autant enterrée.

\*

\* \*

**Mais en attendant, c'est l'écologie et notre mouvement qui doivent nous préoccuper et être notre priorité.**

C'est notre objet social.

**Nous devons offrir à l'écologie politique un nouveau départ.**

Nous devons porter une écologie radicale. Au service de toutes et tous et en particulier de celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Pas parce que nous serions engagés dans un concours de radicalité, mais parce que **notre pensée EST radicale, que les combats que nous menons sur le terrain le sont également, et que le prix que nous en payons parfois l'est tout autant.**

**Nous devons être chacun à notre poste, en équipe, pour assumer la mutation et l'élargissement de notre mouvement, que l'on soit dirigeant politique, parlementaire, maire ou élu local, adhérent ou sympathisant.**

Nous avons besoin d'une rupture avec nos habitudes pour mieux porter nos idées et gagner des combats.

Il y a de la place pour tout le monde.

**La réflexion commence juste et nous espérons pouvoir la mûrir avec un maximum de d'entre vous, alors n'hésitez pas à venir l'alimenter et la construire avec nous pendant ce congrès, et surtout participer à sa mise en oeuvre ensuite!**

**Marine Tondelier**

[marine.tondelier@gmail.com](mailto:marine.tondelier@gmail.com)

0684861578

Cette contribution aux débats est constituée de premières réflexions mises sur la table, à soumettre au débat. Rien n'y est figé!

**Si vous vous retrouvez dans l'esprit général de ce texte, et si vous souhaitez poursuivre le chemin avec nous, vous êtes les bienvenu-es dans le groupe "La Suite"**

Il suffit pour cela de remplir le formulaire suivant :

<https://framaforms.org/la-suite-1656252722>

Pour les autres, nous échangeons régulièrement par mail, telegram et sur ZOOM et aurons **le plaisir de vous retrouver à Grenoble la veille des Journées d'été, le mercredi 24 août, pour poursuivre le travail en vue du congrès de l'automne.**